

Une lame de fond

Le philosophe Grégoire Chamayou met en lumière les voies par lesquelles un art de gouverner teinté à la fois de libéralisme et d'autoritarisme s'est finalement imposé.



Du libéralisme autoritaire:
Carl Schmitt. Hermann Heller.
Traduction, présentation
et notes de Grégoire Chamayou

Éditions Zone,
140 pages, 26 francs
ISBN 978-2-355-22148-4



La société ingouvernable:
Une généalogie du libéralisme autoritaire
Grégoire Chamayou

Éditions La Fabrique,
326 pages, 34 francs
ISBN 978-2-358-72169-1



Alain Max Guénette
Ancien professeur de la HE-Arc,
membre de la HES-SO.

Depuis la montée en puissance des mouvements politiques conservateurs en Grande-Bretagne et aux États-Unis au début des années 1980, le monde s'est sévèrement droitisé. La moralité punitive prenait le pas sur les valeurs de solidarité. Au plan monétaire, les taux d'intérêt devenant supérieurs au taux d'inflation, l'endettement rimait avec appauvrissement. Ainsi, l'écart entre les riches et les pauvres n'a cessé de s'élargir. À tel point que l'on a atteint aujourd'hui une situation plus inquiétante sans doute, en termes d'inégalité, que celle qui prévalait au début du vingtième siècle! La financiarisation incontrôlée depuis les années 1990, a ajouté à l'aspect délétère que l'on connaît au plan social. Où la suffocation, voire l'asphyxie ressentie à travers le monde, prévaut comme marqueur de notre époque. Cela étant, la compréhension de la situation présente à partir de la montée des mouvements conservateurs et la mise en place de politiques monétaires restrictives, pour pertinentes qu'elles soient, ne révèlent que l'écume des choses. Il convient de recourir à d'autres éclairages pour rendre compte des dynamiques qui ont conduit à la situation actuelle en matière d'art de gouverner. À cet égard, les travaux du philosophe Grégoire Chamayou méritent d'être convoqués.

Dans son ouvrage «La société ingouvernable: une généalogie du libéralisme autoritaire», ce penseur met au centre de ses réflexions, l'«entreprise» étant devenue une institution centrale de nos sociétés dans les années 1970. Il étudie donc, pour aborder les formes de gouvernement, le «gouvernement privé», plutôt que le pouvoir d'État et la souveraineté politique comme cela se fait traditionnellement. Et défend l'idée que les milieux financiers, soutenus par des dirigeants d'entreprise, des lobbyistes, des économistes, ont imaginé une «révolution ma-

nagériale» pour contrer un séisme social qui menaçait le capitalisme dans les années 1970. Rappelons que cette décennie avait été marquée par un climat général de contestation et de révolte. Grégoire Chamayou propose donc une «philosophie critique de l'entreprise» où il retrace la généalogie d'un nouvel «art de gouverner». Après le juriste antifasciste allemand des années 1930, Hermann Heller, il nomme cette forme: «libéralisme autoritaire»...

Dans le tout récent ouvrage qu'il signe, «Du libéralisme autoritaire», Chamayou met en scène deux textes inédits en français, écrits dans les années 1930. Dans sa présentation en guise de notice, il restitue le contexte et

«La formule «libéralisme autoritaire» a été ironiquement proposée en 1933 par le juriste allemand antifasciste Hermann Heller, à propos d'un discours de son adversaire, Carl Schmitt, juriste fasciste rallié à l'idéologie nazi.»

problématise l'actualité de la notion paradoxale. Le premier texte est une conférence du juriste Carl Schmitt prononcée devant le patronat allemand, intitulé «État fort et économie saine». Le second est celui de Hermann Heller, juriste lui aussi, qui répond à son adversaire dans un texte intitulé «Libéralisme autoritaire?», dans lequel il met en évidence, non sans ironie, le caractère paradoxal de la thèse de son adversaire politique. Publiés il y a un peu moins d'un siècle, ces textes sont d'une brûlante actualité. Dans une phrase mise en exergue, la philosophe contemporaine Ingeborg Maus écrit justement: «Qui critique Carl Schmitt ne se confronte pas à la doctrine d'hier, mais bien plutôt à la pensée dominante d'aujourd'hui».

Citons les premières lignes du texte de la présentation de G. Chamayou pour pré-

ciser le décor. «Vous allez lire deux textes ennemis. Ils furent écrits en Allemagne en 1932, quelques semaines avant l'accession au pouvoir de Hitler. Leurs auteurs, Carl Schmitt et Hermann Heller, étaient tous deux juristes. Des théoriciens du droit renommés sous la République de Weimar, des intellectuels engagés, aussi. À part cela, tout les opposait. Schmitt était conservateur, longtemps affilié au Zentrum, parti de centre droit; Heller était socialiste, membre du SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands – Parti social-démocrate d'Allemagne). Schmitt admirait Mussolini; Heller était antifasciste. Schmitt était catholique, d'un antisémitisme discret d'abord, puis débridé dans les années 1930: Heller était juif et abhorrait le racisme. Schmitt se rallia au parti nazi au printemps 1933 et collabora activement avec le régime; Heller dut prendre, la même année, le chemin de l'exil. [...]».

Devant un parterre de 1500 personnes représentant le gratin du monde des affaires, le philosophe Carl Schmitt critique l'État total, au sens d'État-Providence, prôné par les démocrates. Il fustigeait cet État «qui s'empare de tous les domaines de la vie humaine», par opposition à l'État libéral qui a sa faveur, un État minimum marqué par un souci de neutralité par rapport à la religion et l'économie, un souci de démarcation entre des sphères réputées séparées – politique et économie, État et société civile, etc. – et un souci de se limiter dans ses interventions tout en se montrant cependant «assez fort pour se poser dans son autonomie face aux autres forces sociales» et résister à leurs sollicitations». Voulant convaincre le patronat allemand de la nécessité d'un État fort, il suggère finalement, au lieu d'un État total qu'il qualifie de «quantitatif», un «État total qualitatif»! Le juriste antifasciste Hermann Heller lui répond à boulets rouges en dénonçant le projet d'un libéralisme autoritaire, étrange synthèse entre libéralisme économique et autoritarisme politique. La conférence du philosophe d'obédience nazi Carl Schmitt a contribué à rallier le patronat allemand à l'option autoritaire, le nouvel État fort ne devant plus tolérer l'émergence en son sein de forces subversives.

L'histoire pour comprendre le présent. ■



Un avenir pour nos abeilles et nos apiculteurs
Vincent Albouy, Yves Lecointe

Éditions Quae,
244 pages, 36 francs
ISBN 978-2-759-23190-4

Les abeilles sont malades des pesticides et du varroa, mais est-ce une fatalité? Les auteurs questionnent les pratiques apicoles et agricoles, l'environnement sanitaire et réglementaire de l'apiculture, les recherches scientifiques en cours, pour mettre en avant les solutions vertueuses. Des pistes sérieuses applicables.



Nous ne vivons pas sur Mars, ni ailleurs
Sylvia Ekström, Javier G. Nombela.
Préface de Michel Mayor

Éditions Favre,
220 pages, 26,50 francs
ISBN 978-2-828-91872-9

La proximité à l'échelle du Système solaire de la planète Mars aiguise les rêves les plus fous et déjantés. Mais Mars n'est pas la Lune! Ce magnifique livre émaillé de photographies et de graphiques présente une analyse profonde des écueils insurmontables qui se dressent entre nous et notre plus proche voisine.



Pandémie 2020: Éthique, société, politique
Emmanuel Hirsch (Dir.)

Éditions du Cerf,
870 pages, 41 francs
ISBN 978-2-204-14190-1

Une place énorme a été laissée aux discours biologiques. Virologues, épidémiologistes, etc., ont encombré de manière cacophonique les ondes. Il est d'autant plus intéressant de prêter attention aux analyses de chercheurs et de chercheuses du monde des sciences sociales. Pour connaître aussi les enjeux de l'Après-pandémie.



Le philosophe et l'enquête de terrain: Le cas du travail contemporain
Muriel Prévot-Carpentier, Massimiliano Nicoli, Luca Paltrinieri (Dir.)

Éditions Octarès, coll. Travail et Activité humaine,
288 pages, 38 francs. ISBN 978-2-366-30106-9

Qu'apportent les mutations du travail – numérisation, robotique, travail en réseau, industrialisation des services, ubérisation, néomanagement... – et vers quoi mènent-elles? Derrière les désordres et les frustrations, les auteurs s'attachent à décrire et à expliquer que d'autres manières de travailler se constituent.



Frédéric Rouvillois

1986: première rencontre avec le philosophe Pierre Boutang.

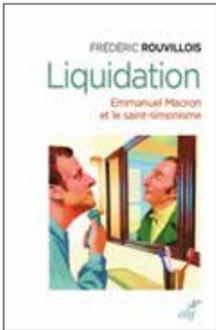
1994: thèse de doctorat en droit public

(L'invention du Progrès, 1996).

1998: premières publications sur l'utopie.

2002: élection à l'Uni Paris-Descartes sur le cours de droit constitutionnel.

2018: création de la Fondation du Pont-Neuf.



Liquidation: Emmanuel Macron et le saint-simonisme
Frédéric Rouvillois

Éditions du Cerf, 301 pages, 34 francs

ISBN 978-2-204-14094-2

Saint Simon à trottinette

Les responsables français parvenus à quelque sommet que ce soit, se prennent presque toujours aussitôt pour des philosophes. E. Macron n'échappe pas à la règle, mais il semble faire du neuf avec du vieux. C'est en tout cas ce que suggère le juriste F. Rouvillois qui voit un lien doctrinal net entre E. Macron et C.-H. Rouvroy de Saint-Simon. Avec le souci, dans un monde liquéfié, de tout liquider. Une lecture stimulante pour comprendre notre présent.

Pouvez-vous rappeler l'importance du courant saint-simonien?

Avant même d'évoquer son importance, il faut rappeler ce qu'est le saint-simonisme. Et la meilleure manière est peut-être d'évoquer la vie de son fondateur, Henri de Saint-Simon, qui naît en 1760 dans une famille de la haute noblesse, se rallie à la Révolution, fait fortune dans la spéculation puis se passionne pour les sciences et l'économie avant de développer une combinaison originale de socialisme (inégalitaire) et de libéralisme (dirigé). Sur le fond, on peut synthétiser sa doctrine en parlant d'une utopie du mouvement: utopie, dans la mesure où elle annonce la réconciliation, la réunification et l'émancipation universelles, une mondialisation heureuse, en somme, résultant du développement des sciences, du commerce et de l'industrie. Un avenir où le savant, le marchand et l'industriel sont appelés à devenir les conducteurs d'une humanité réunifiée. Mais cette réunification ne se conçoit que sur un mode dynamique: le maître-mot du saint-simonisme, c'est le Progrès, et ses déclinaisons: le changement, le passage, la mobilité, le métissage, etc. La perfection qu'il annonce ne

se conçoit pas sur le mode de la forteresse, mais comme un flux, un mouvement perpétuel. C'est ainsi que les premiers disciples de Saint-Simon, pour la plupart issus de l'école polytechnique, vont concevoir leur mission et devenir, en France, les principaux acteurs de la révolution industrielle: c'est à eux que l'on doit les premiers réseaux de chemins de fer, le développement du machinisme, la création des grandes banques de crédit et l'accélération de l'urbanisation. Pour le meilleur et pour le pire, ils seront les initiateurs de la modernisation, et depuis deux siècles, c'est plus ou moins explicitement de ce courant que se réclament ceux qui entendent aller dans ce sens.

En quoi un E. Macron s'inscrit-il dans cet héritage?

Le passage du saint-simonisme au «macronisme» – autrement dit, le lien improbable entre une théorie élaborée au début du XIXe siècle, et une pratique du pouvoir assumée deux siècles plus tard par un jeune président qui se proclame le héraut du «monde nouveau» – se constate, avant de s'expliquer. Et à ce propos, les rencontres paraissent trop nombreuses pour n'être que le fruit du hasard. Sans même parler du récent discours d'Emmanuel Macron à-propos de la «5 G», du rôle bienfaisant de la technologie et de son horreur du «modèle Amish», il n'y a pas une seule question importante où l'on ne puisse observer des rapprochements significatifs entre les deux. Le point de départ de ma réflexion portait sur la question de la souveraineté européenne, qui revient comme un leitmotiv dans les discours du président et dont on trouve

les racines incontestables dans les écrits de Saint-Simon, notamment dans son essai Sur la réorganisation de la société européenne. Mais cette proximité s'observe sur tous les plans, qu'il s'agisse des problèmes anthropologiques (l'identité, la famille, l'héritage, le rapport entre les sexes), politiques (primauté de l'économie, règne des experts, disparition des frontières) ou philosophiques. Si l'on part à la recherche du Macron profond, une image s'impose: celle d'un Saint-Simon à trottinette.

À vous lire, la tentation autoritaire du président français prendrait racine dans cette pensée...

De fait, la trottinette, c'est-à-dire, le caractère ludique, cool, bobo, jeune, décontracté de son saint-simonisme n'implique en rien, chez Macron, renoncement à l'autorité. Chez les saint-simoniens originels, la paix et la réconciliation s'effectuaient à l'ombre des «armées industrielles», sous la conduite avisée mais rigoureuse des directeurs. «Chez nous, on obéit!», déclarait ainsi un orateur saint-simonien en 1830. On obéit sans discuter, et sans prétendre opposer à l'intérêt collectif décidé par ceux que Macron appellera plus tard «les premiers de cordée», les intérêts particuliers et les libertés des autres, qui n'ont qu'à obtempérer. En un mot, l'autoritarisme macronien manifesté lors des crises successives qui ont rythmé son mandat a évidemment d'autres racines, du despotisme éclairé au gaullisme de gouvernement: mais lui non plus n'est nullement incompatible avec l'héritage saint-simonien. ■

Propos recueillis par Alain Max et Murielle Guénette

SOUTENIR LES START-UP – GENILEM

Par Camille Andres

Bionomous, faciliter la recherche in vitro

La start-up lausannoise a développé un robot qui trie les œufs de poissons-zèbres. Son produit qu'elle doit commercialiser sous peu, facilite la vie des laboratoires de recherche.

Le saviez-vous? La souris de laboratoire n'a plus le vent en poupe. Depuis une dizaine d'années, de plus en plus d'expériences in vitro sont réalisées sur les œufs de poissons-zèbres. Une solution moins chère, moins encombrante, moins problématique: les œufs et larves de poissons, avec leur système nerveux encore peu développé, ne sont pas considérés comme des animaux, donc non soumis aux règles éthiques de plus en plus contraignantes. Problème? «La préparation de ces œufs prend un temps fou, en raison du tri pour séparer ceux qui sont mal développés ou non fertilisés, ceux qui ont des tumeurs ou non...», explique Frank Bonnet. Rien qu'en Europe, ce travail réalisé par des laborantins coûterait plusieurs dizaines de millions d'euros par an.

C'est en 2016, alors qu'il finit son doctorat en robotique à l'EPFL que Frank Bonnet conçoit un prototype de machine pour

automatiser cette tâche. Le principe? Les œufs – d'un diamètre d'un millimètre – sont triés par un système microfluidique, puis positionnés devant une caméra qui les analyse pour déterminer s'ils sont fécondés, ou porteurs d'une tumeur. En 2017, il dépose un brevet pour sa technologie. Au fil des mois, il reçoit plusieurs fonds pour développer le prototype, réaliser des tests auprès de différents utilisateurs, notamment le célèbre Karolinksa Institute en Suède, qui possède l'une des plus grandes animaleries d'Europe. L'expérience est décisive: le développement du produit démarre, soutenu par des fonds de la Fondation pour l'Innovation Technologique. L'entreprise Bionomous naît fin 2019 et compte actuellement quatre salariés. Début 2021, ses ventes devraient démarrer.

Quelle a été l'étape la plus difficile jusque-là?

Frank Bonnet: L'EPFL dispose de beaucoup d'instruments pour se former à l'entrepreneuriat et de fonds pour développer un projet. La partie la plus difficile vient ensuite, c'est la recherche d'investisseurs. Dans ce cas, il s'agit de vendre le business model de l'entreprise. Il faut donc revoir le

business plan en fonction des apports des investisseurs, tout en conservant la philosophie initiale de l'entreprise.

En quoi l'aide de GENILEM vous apporte une aide utile?

GENILEM nous offre des astuces locales pour notre développement. Disposer d'un réseau de partenaires dans la région (fiduciaires, assurances...) est précieux. Être local c'est être plus rapide, durable et parfois même moins coûteux! GENILEM est aussi très orienté sur la philosophie de l'entreprise, la manière dont penser aux relations entre employés et fondateurs, ils nous ont assistés sur ce plan dès le début.

Comment la pandémie vous a-t-elle impacté en tant que start-uppeurs?

J'ai été ébahi par la quantité de webinaires mis en place par différents programmes pour aider les start-ups au début du confinement! Le prêt Covid-19 est arrivé après les autres, mais nous a permis de décaler notre levée de fonds et de nous donner de l'air. La pandémie a décalé nos objectifs de ventes, mais a libéré du temps pour nous concentrer sur le développement du produit, l'améliorer en revoyant certains aspects. Nous nous sommes par exemple ra-

patriés sur des fournisseurs locaux pour certaines pièces: plus sûrs, ils ne sont pas forcément plus chers.

Avez-vous digitalisé certaines opérations?

Oui, la participation aux conférences! D'habitude on vient avec une mallette, sur un stand. Désormais, certains de ces grands rendez-vous proposent des stands virtuels, nous sommes donc en train de développer des outils de marketing digital pour permettre de tester notre produit sans être en contact avec la machine. L'outil a déjà fait ses preuves lors d'interactions avec des clients par visioconférence.

Quelles sont vos étapes à court et moyen terme?

Nous finalisons actuellement le développement d'une version bêta du produit, l'automne est consacré à la réalisation de tests et nous démarrerons l'industrialisation cet hiver. Une ou deux personnes seront embauchées pour la commercialisation en 2021, et nous aimerions lever des fonds pour financer cette phase. Par la suite, nous envisageons de nous diversifier pour trier d'autres composants utiles en biologie, comme les graines de certaines plantes ou les larves de drosophiles par exemple. ■